

Dépenses militaires et transferts d'armes internationaux

Quelques chiffres pour clarifier les idées

Luc Mampaey
(Attaché de recherche au GRIP)

1. Les sources

Plusieurs organismes, gouvernementaux ou indépendants, publient régulièrement des statistiques relatives au niveau des **dépenses militaires** dans le monde. Les statistiques les plus fiables sont celles publiées annuellement par le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI). Elles sont établies selon une méthodologie rigoureuse sur base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD), et complétées par des estimations réalistes du SIPRI lorsque des données officielles ne sont pas disponibles.

Ces données reposent sur des estimations prudentes et sous-estiment le niveau réel des dépenses militaires mondiales : certains pays ne publient aucune donnée sur leurs dépenses militaires considérées comme des secrets d'État (Afghanistan, Irak, Libye, Corée du Nord ou Qatar par exemple), tandis que dans d'autres, essentiellement en Afrique, les sources statistiques sont totalement inexploitable, en raison de conflits ou d'une situation économique désastreuse. Il faut aussi garder à l'esprit que toutes les dépenses publiques concourant à l'effort de défense ne sont pas nécessairement inscrites au budget de la défense, mais peuvent être couvertes par d'autres postes du budget de l'État. Enfin, ces données ne comptabilisent pas les dépenses militaires engagées par des forces non-gouvernementales, ce qui peut induire une différence significative pour certains pays.

En dépit de ces biais statistiques, il apparaît toutefois clairement que la période de déclin important des dépenses militaires qui a suivi la fin de guerre froide semble révolue.

En 2002 ...

Les transferts internationaux d'armements ...
25,5 milliards USD⁽¹⁾

... dont, vers les pays en développement :
17 milliards USD⁽¹⁾

Les dépenses militaires mondiales ...
784 milliards USD⁽²⁾

... dont, celles des Etats-Unis :
336 milliards USD⁽²⁾

Le chiffre d'affaires réalisé dans l'armement
par les 5 « primes » américaines⁽³⁾
83 milliards USD

(1) CRS, au prix et taux de change 2002.

(2) SIPRI, au prix et taux de change 2000.

(3) Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, Northrop Grumman et General Dynamics

Les données relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** discutées dans cet article sont extraites des publications de deux organisations considérées comme des références internationales en la matière :

1. Le SIPRI : *Sipri Yearbook*, Stockholm International Peace Research Institute, Stockholm.
2. Le CRS : *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*, Richard F. Grimmet, CRS (Congressional Research Service) Report for the Congress, Washington.

En dépit de leur réputation, les statistiques du SIPRI et du CRS doivent être utilisées avec prudence. Le SIPRI pour des raisons méthodologiques : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance, établis selon une grille de prix propre au SIPRI, et ne représentent donc pas une mesure monétaire réelle des ventes d'armes ; ils ne peuvent donc en aucune manière être comparés avec, par exemple, les chiffres contenus dans un rapport gouvernemental annuel. Le CRS pour des raisons politiques : le CRS est un organe du Congrès américain et il est vraisemblable que certains chiffres sont parfois délibérément sous- ou sur-évalués afin de servir des desseins politiques ; pour la France par exemple, la sous-évaluation du CRS peut-être de l'ordre de trois à quatre par rapport aux chiffres du ministère français de la défense.

Mentionnons également le « Registre des Nations unies sur les transferts d'armes classiques » qui publie également, à partir des déclarations volontaires des pays, des données sur les quantités (et non la valeur) de livraisons pour sept catégories d'armements majeurs.

2. Les dépenses militaires

Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales en 2002 représentaient 784 milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2000, ce qui correspond à environ 800 milliards de dollars courants. Évaluées à 762 milliards en 1993, les dépenses militaires mondiales ont chuté régulièrement jusqu'en 1996 pour s'établir finalement, après un soubresaut en 1997, à un minimum de 690 milliards de dollars en 1998. La période 1993-2002 enregistre d'importantes variations selon les pays, dominées cependant par une tendance générale à un nouvel accroissement des dépenses militaires dans la plupart des régions depuis 1998.

C'est au Moyen-Orient que les dépenses militaires ont connu la plus forte hausse : +38% par rapport à 1993 (Tableau 1). Pour l'Afrique et l'Asie/Océanie, la croissance des dépenses militaires pour la période 1993-2002 est de respectivement +30% et +23%. On notera la croissance spectaculaire des dépenses en Asie du Sud (+44%), attribuable pour la majeure partie à la levée des sanctions américaines et aux aides militaires accordées à l'Inde et au Pakistan au nom de la « guerre contre le terrorisme ».

La diminution de 8% pour l'ensemble des pays européens s'explique principalement par la très forte réduction des dépenses russes entamée au début des années '90. Toujours pour la période 1993-2002, la baisse des dépenses militaires est de 6% en Europe occidentale et de 2% pour l'Union européenne. Un chiffre comparable (-6%) est noté pour l'Amérique du Nord. On doit cependant s'attendre à retrouver pour cette région un taux nettement positif dès les prochaines estimations, en raison des hausses budgétaires importantes décidées ou prévues par l'Administration Bush, hausses auxquelles il faut ajouter les dépenses supplémentaires non inscrites dans le budget initial mais demandées en cours d'exercice



au Congrès (les « *supplementals* »). Les opérations en Irak et en Afghanistan entraînent une demande importante de « *supplementals* ». Une hausse significative des dépenses militaires est également constatée en Amérique centrale et latine (respectivement +18% et +20%).

La concentration des dépenses militaires est très importante : les Etats-Unis représentent à eux seuls quelque 42,8% du total mondial. Ils sont suivis du Japon (6% du total), du Royaume Uni (4,6%), de la France (4,3%) et de la Chine (4%), ces cinq premiers pays totalisant ensemble 62% du total mondial (Tableau 2). Les 15 pays de l'Union européenne représentaient 19,5% des dépenses militaires mondiales en 2002 (Graphique 1). Les 15 premiers pays les plus dispendieux pour leur défense totalisent ensemble 82% du total mondial. Le classement est sensiblement différent si l'on effectue le même classement après avoir converti les dépenses militaires en parité de pouvoir d'achat ¹ : les États-Unis conserve une première place incontestable, mais ils sont suivis dans ce cas par la Chine, l'Inde, la Russie et la France (Tableau 2).

3. Les transferts d'armements conventionnels

3.1. Tendances générales

Attention ! Le dernier rapport du CRS (22 septembre 2003) est exprimé en dollars, aux prix et taux de change de 2002, tandis que l'édition 2003 du SIPRI maintient ses indicateurs en dollars aux prix et taux de change de 1990. On peut donc comparer les tendances, pas les valeurs !

La fin de la Guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique ont eu un impact profond sur le commerce international des armements conventionnels et singulièrement sur la répartition des parts de marché entre les principaux exportateurs. La nature de la demande globale s'est modifiée, passant du contexte de la rivalité entre les deux superpuissances et leurs clients associés à une problématique nouvelle de sécurité régionale. Bien que ces changements aient conduit à un déclin important des transferts globaux d'armements, de nombreux pays, particulièrement ceux en voie de développement, continuent à acquérir des quantités substantielles de nouveaux armements.

SIPRI et CRS s'accordent pour noter un sommet élevé des ventes d'armements conventionnels en 1987 (Graphique 2), suivi d'une chute continue jusqu'en 1992, conséquence immédiate de la disparition d'une confrontation directe entre l'Est et l'Ouest. Une stabilisation est toutefois observable dès 1993, attribuable surtout aux importantes livraisons d'armements effectuées par les Etats-Unis aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1991. De 1994 à 1997, les ventes ont repris une courbe nettement ascendante. Cette relance était due principalement à un rééquipement important des pays du Golfe après la guerre de 1990-1991 ainsi qu'à une demande soutenue pour une modernisation de l'armement en Asie de l'Est et plus tard en Amérique du Sud. Les transferts d'armement conventionnel ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2000, selon le SIPRI.

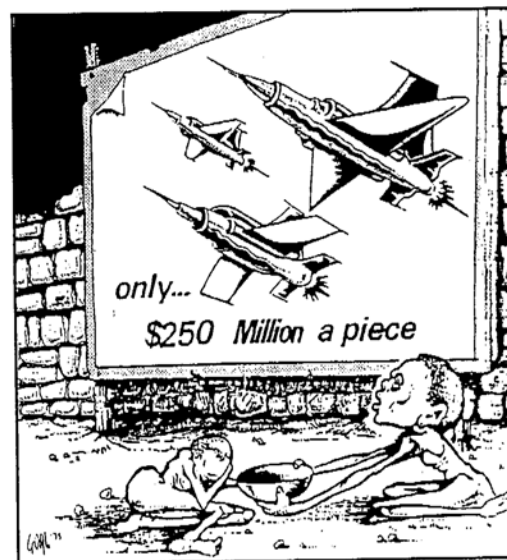
Toujours selon le SIPRI (Graphique 3), les transferts réalisés au cours de l'année 2002 (16,49 milliards de dollars, aux prix de 1990) sont légèrement supérieurs, +2 %, à ceux de l'exercice précédent (16,16 milliards de dollars, aux prix de 1990, pour l'année 2001). Les

1. **Parité de pouvoir d'achat (PPA)** : Taux de change destiné à neutraliser les différences de prix entre pays, afin de permettre les comparaisons internationales de la production et du revenu en termes réels. Avec un dollar exprimé en parité de pouvoir d'achat dans un pays donné, il est possible de se procurer la même quantité de biens et de services que s'il s'agissait d'un dollar des États-Unis dans le cadre de l'économie de ce pays. (PNUD)

estimations du CRS (Graphique 4, en bleu) concluent par contre à une baisse sensible des transferts en 2001. Selon le CRS, la valeur des livraisons effectives (*deliveries*) d'armement conventionnel serait passée de 26,97 milliards de dollars (aux prix de 2002) en 2001 à seulement 25,44 milliards de dollars (aux prix de 2002) pour l'année 2002, soit une chute de 5,65 %.

C'est la troisième année consécutive que le CRS indique une baisse dans le total des transferts internationaux. Selon le CRS, les transferts d'armements auraient chuté de 40,52 % entre 1999 (42,8 milliards aux prix de 2002) et l'année 2002 (25,44 milliards). Le SIPRI, par contre, après avoir enregistré une baisse significative en 2000 (moins 27,23 % par rapport à 1999), indique depuis deux ans une légère tendance à la hausse.

Malgré cette divergence entre les estimations récentes du SIPRI et du CRS, il est vraisemblable que le niveau global des transferts internationaux d'armements conventionnels se stabilise autour de 26 milliards de dollars (aux prix de 2002) dans un avenir proche. Sur longue période, SIPRI et CRS affichent des courbes d'allures similaires (Graphique 2). La courbe tracée par le SIPRI sur base de moyennes mobiles établies sur cinq ans indique une diminution continue qui devrait se poursuivre pendant quelques années encore (Graphique 5).



Le CRS donne aussi des données concernant les contrats conclus (*agreements*) au cours de l'année. Ces *agreements* sont un bon indicateur des prévisions de ventes pour les exercices suivants, sachant toutefois que tous les contrats ne donneront pas nécessairement lieu à une livraison effective (*deliveries*). Le CRS estime que les *agreements* ont enregistré en 2002 une baisse de 3,16 % par rapport à 2001. De 30,12 milliards de dollars (aux prix de 2002) pour l'année 2001, ils passeraient à 29,17 milliards de dollars (aux prix de 2002) en 2002.

3.2. Premières destinations : les pays en voies de développement

S'il est incontestable que les transferts internationaux totaux d'armements conventionnels ont chuté de manière spectaculaire entre 1987 et 2002 – une baisse de l'ordre de 60 % (Graphique 2) – le CRS démontre cependant clairement que l'essentiel de ces transferts est toujours destiné aux pays en développement. Selon le CRS (Graphique 4, en bleu), le total des livraisons d'armements conventionnels dans le monde a baissé de 42,77 % au cours de la période 1995-2001, passant de 44,46 milliards de dollars en 1995 à 25,44 milliards de dollars en 2002 (aux prix de 2002).

Au cours de la même période, les livraisons vers les pays en voie de développement (Graphique 4, en vert) ont diminué de 32,72 milliards de dollars en 1995 à 16,96 milliards de dollars en 2002 (aux prix de 2002), soit une chute de 39% en huit ans. On notera, à partir de ces chiffres, que les pays en voie de développement continuent, malgré cette légère baisse récente, à absorber la majeure partie des livraisons mondiales d'armements conventionnels : en 1994, ce sont 76,6% des livraisons totales qui ont été acheminées vers les pays en voie de développement ; cette proportion est de 66,7% pour l'année 2001. Au cours des huit dernières années, la moyenne s'établit à 70,4%.

3.3. Une offre et une demande très concentrées

Enfin, pour terminer ce bref tour d'horizon des tendances mondiales, il s'impose aussi de constater l'extrême concentration du marché des armements conventionnels entre un nombre très restreint d'acteurs. Pour la période 1998-2002, les 6 principaux exportateurs se partagent 85,6% du marché mondial. Les 6 principaux importateurs totalisent plus du tiers de la demande mondiale (36,2%). Ce petit noyau de pays est également très stable depuis de nombreuses années (Tableau 3).

Du côté de l'offre, les Etats-Unis dominent actuellement de l'ordre de 40,8% du marché mondial des armements conventionnels, suivis par la Russie avec 22,4%, la France (9%), l'Allemagne (5,4%), le Royaume Uni (5,2%), et l'Ukraine (2,9%).

Du côté de la demande, la Chine domine actuellement avec 9,5 % des importations mondiales. La Chine est suivie, dans l'ordre, par la Taiwan (7,4 %), l'Inde (5,2%), la Turquie (5,1%), l'Arabie Saoudite (4,7%) et la Grèce (4,3%).

4. Une problématique de développement

Dans la littérature économique, le poids des dépenses militaires dans l'économie d'un pays est le plus souvent estimé par deux indices : la part que représentent ces dépenses militaires dans le revenu total du pays, mesuré par le PIB ², et le niveau de ces dépenses militaires ramené au nombre d'habitants. Ces mesures sont imparfaites et très contestables, mais elles sont admises par la plupart des organisations internationales comme la seule méthode disponible et standardisée pour comparer la charge économique de ces dépenses, selon les pays et dans le temps.

Néanmoins, ces indices ont l'avantage de pouvoir être comparés à des indices équivalents établis à partir d'autres dépenses publiques, par exemple en matière de santé ou d'éducation. De telles comparaisons sont difficiles sur des pays isolés ou sur des échantillons trop petits, notamment parce que les données disponibles concernent uniquement la partie publique ou gouvernementale de ces dépenses, alors qu'il existe de nombreux pays où ces dépenses sociales sont, au moins partiellement, confiées au secteur privé. Ces comparaisons restent cependant pertinentes pour autant qu'on se réfère à des données agrégées pour un large échantillon de pays.

Cet exercice difficile est réalisé chaque par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans son « Rapport mondial sur le développement humain » dont sont extraites les données des tableaux 4 et 5. La part des dépenses sociales dans le PNB/PIB est globalement en croissance dans l'ensemble des pays, tandis que la part des dépenses militaires s'est considérablement réduite. On notera que la pro-



2. **PIB (produit intérieur brut)** : Somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production. Le calcul du PIB ne tient pas compte des déductions au titre de l'amortissement des biens d'équipement manufacturés ou de l'épuisement et de la dégradation des ressources naturelles. La valeur ajoutée correspond à la production nette d'un secteur, après addition de toutes les composantes de cette production et déduction des facteurs intermédiaires. (PNUD)

portion du revenu national consacrée aux dépenses militaires est sensiblement la même dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Mais pour ces derniers, un tel niveau ne peut se maintenir qu'au détriment des dépenses sociales qui restent, toujours proportionnellement au revenu national, nettement inférieures aux moyennes observées pour l'OCDE.

Il est également intéressant de comparer les flux des dépenses militaires et des aides au développement versées par les pays les plus riches (Tableau 5). En 1992 à Rio, lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, les pays industrialisés s'étaient engagés à porter l'aide au développement à 0,7% de leur PIB. Selon le PNUD, en 1990, les pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont consacré 0,33% de leur revenu national brut (RNB)³ au titre de l'*Aide publique au développement* (APD) vers les pays en développement. Les Etats-Unis y consacraient 0,21%. Onze ans plus tard, en 2001, l'aide du CAD se réduisait à 0,37% de son RNB, tandis que les États-Unis limitaient leur effort à 0,11%. Seuls les pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) honorent leurs engagements ; partout ailleurs l'objectif de Rio s'éloigne chaque année.

Ce déséquilibre dans l'affectation des ressources crée les conditions propices à l'émergence de nouvelles menaces qui, à leur tour, confortent les arguments favorables aux développements de nouvelles générations d'armements, grevant davantage encore les ressources disponibles. C'est un cercle vicieux dont il faut sortir, afin de rétablir un meilleur équilibre entre l'instrument militaire, parfois nécessaire mais hypertrophié, et les instruments diplomatiques et de développement, désespérément faibles. ■

3. **RNB (revenu national brut)** : Somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée, d'une part, de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production et, d'autre part, de toutes les recettes nettes de revenu primaire (rémunération des salariés et des biens immobiliers situés à l'étranger). La valeur ajoutée correspond à la production nette d'un secteur, après addition de toutes les composantes de cette production et déduction des facteurs intermédiaires. (PNUD)

Tableau 1. **Dépenses militaires mondiales, 1993-2002.**
(en milliards de dollars, aux prix de 1990, source : SIPRI Yearbook 2003)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	% variation 1993-2002
Monde	762	740	707	691	696	690	696	723	741	784	3%
<i>Régions</i>											
Afrique	7,4	7,7	7,2	6,9	7,1	7,6	8,4	8,8	8,9	9,6	30%
Afrique du Nord	2,5	2,9	2,7	2,8	3,0	3,1	3,3	3,6	--	--	44%
Afrique Sub-Saharienne	5,0	4,8	4,5	4,1	4,1	4,4	5,1	5,2	--	--	4%
Amérique	385,0	365,0	347,0	328,0	328,0	321,0	322,0	333,0	338,0	368,0	-4%
Amérique du Nord	365,0	344,0	324,0	306,0	304,0	298,0	299,0	310,0	313,0	344,0	-6%
Amérique Centrale	2,8	3,4	3,0	3,1	3,2	3,2	3,4	3,4	3,5	3,3	18%
Amérique du Sud	17,6	17,4	20,0	18,3	20,9	20,1	19,6	19,5	21,5	21,1	20%
Asie et Océanie	120,0	121,0	123,0	128,0	128,0	127,0	129,0	134,0	140,0	147,0	23%
Asie Centrale	--	0,4	0,4	0,4	0,5	--	0,5	--	--	--	--
Asie de l'Est	99,8	101,0	103,0	107,0	107,0	105,0	106,0	111,0	116,0	122,0	22%
Asie du Sud	12,0	12,0	12,6	12,8	13,4	13,5	14,6	15,2	16,2	17,3	44%
Océanie	7,7	7,7	7,4	7,4	7,4	7,7	7,5	7,3	7,4	7,4	-4%
Europe	196,0	192,0	178,0	177,0	177,0	175,0	177,0	180,0	181,0	181,0	-8%
Europe Centrale et Oriental	25,6	25,9	20,1	18,8	19,6	16,9	17,8	18,9	20,1	21,4	-16%
Europe de l'Ouest	171,0	166,0	158,0	158,0	157,0	158,0	159,0	161,0	161,0	160,0	-6%
Moyen Orient	53,5	54,1	50,9	51,7	56,5	60,7	60,0	67,3	73,8	--	38%
<i>Organisations</i>											
ASEAN	9,5	9,9	11,4	11,9	20,2	18,1	18,0	20,1	--	--	112%
CEI	17,7	17,8	11,8	10,8	11,6	8,9	10,0	11,3	12,1	13,3	-25%
UE	156,0	152,0	152,0	152,0	151,0	152,0	154,0	155,0	155,0	153,0	-2%
OTAN	531,0	506,0	479,0	463,0	459,0	453,0	462,0	474,0	476,0	507,0	-5%
OCDE	594,0	569,0	545,0	545,0	543,0	538,0	541,0	555,0	557,0	589,0	-1%
OPEP	34,1	33,7	30,0	29,9	35,1	37,6	35,8	42,3	48,9	--	43%
OSCE	569,0	544,0	511,0	492,0	490,0	482,0	487,0	500,0	503,0	535,0	-6%

Graphique 1. **Etats-Unis et UE dans les dépenses militaires mondiales**
(source : sur base des données SIPRI Yearbook 2003)

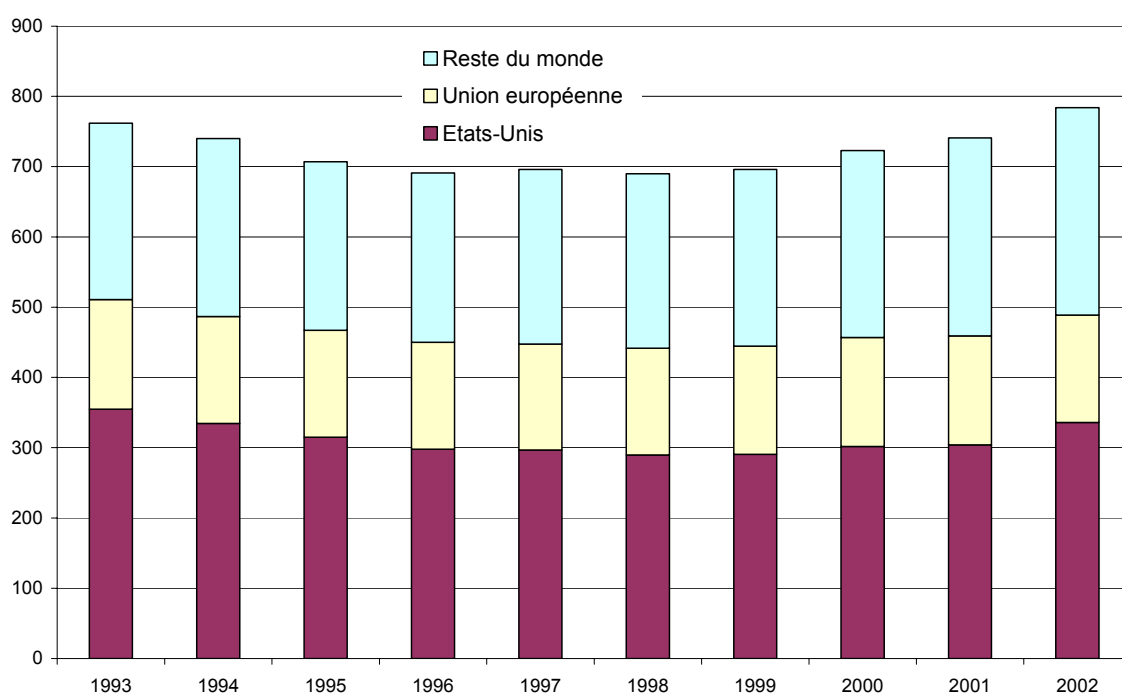
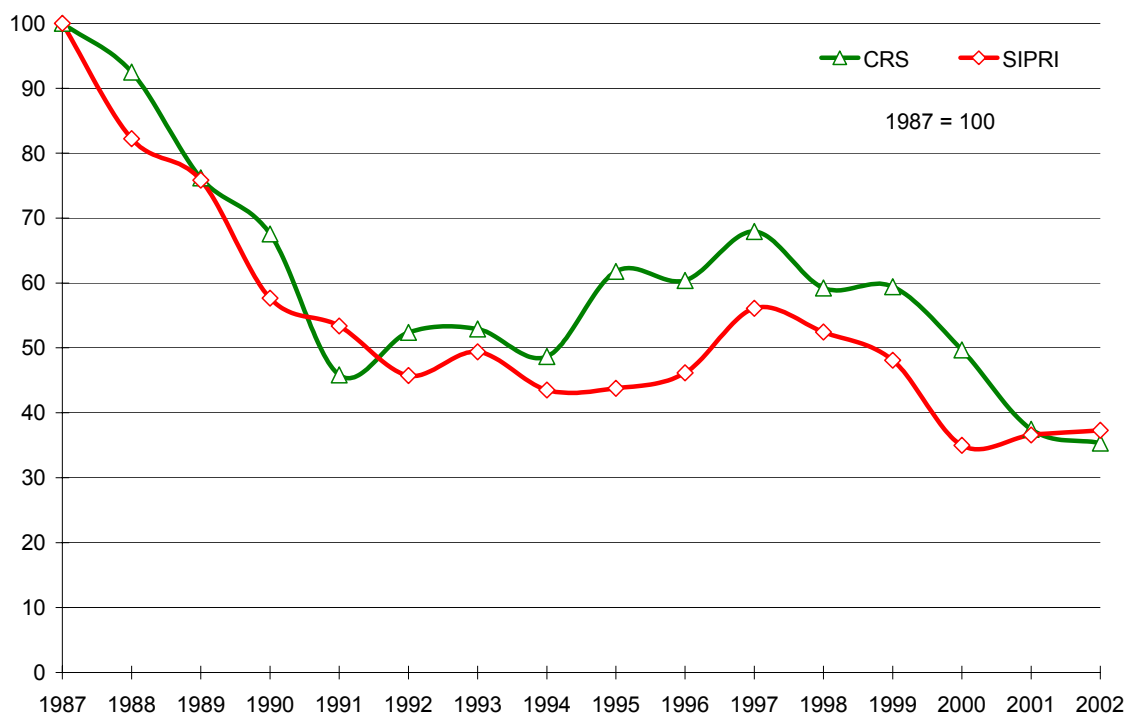


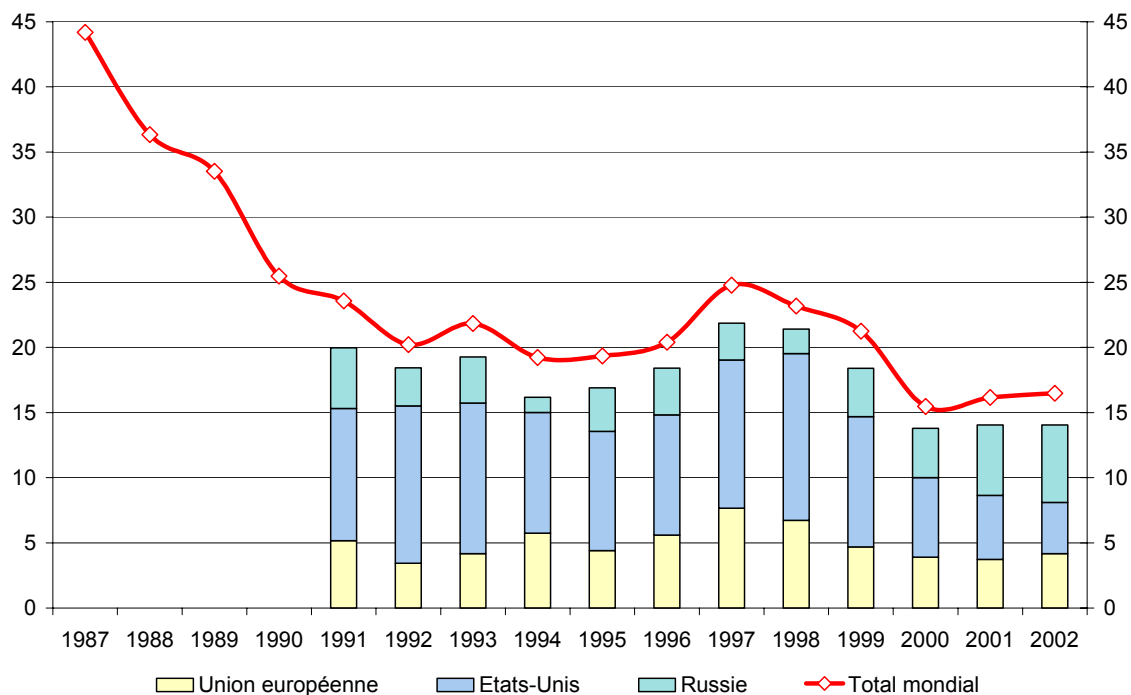
Tableau 2. **Les dépenses militaires mondiales en 2002.**
(en milliards de dollars aux prix de 1990, ou à parité de pouvoir d'achat)
(source : SIPRI Yearbook 2003)

Taux de change du marché				Taux de change à parité de pouvoir d'achat		
Rang	Pays	Dépenses militaires	Part dans le total mondial (%)	Rang	Pays	Dépenses militaires
1	Etats-Unis	335,7	42,8	1	Etats-Unis	335,7
2	Japon	46,7	6,0	2	Chine	142,9
3	Royaume Uni	36,0	4,6	3	Inde	66,5
4	France	33,6	4,3	4	Russie	55,4
5	Chine	31,1	4,0	5	France	36,8
Sous-total top 5		483,1	61,6	Sous-total top 5		637,3
6	Allemagne	27,7	3,5	6	Royaume-Uni	34,0
7	Arabie Saoudite	21,6	2,8	7	Japon	32,8
8	Italie	21,1	2,7	8	Allemagne	31,0
9	Iran	17,5	2,2	9	Arabie Saoudite	28,8
10	Corée du Sud	13,5	1,7	10	Italie	26,9
Sous-total top 10		584,5	74,6	Sous-total top 10		790,8
11	Inde	12,9	1,6	11	Corée du Sud	24,3
12	Russie	11,4	1,5	12	Turquie	23,0
13	Turquie	10,1	1,3	13	Brésil	22,8
14	Brésil	10,0	1,3	14	Iran	20,2
15	Israël	9,8	1,3	15	Pakistan	14,2
Sous-total top 15		638,7	81,5	Sous-total top 15		895,3
Total des dépenses militaires mondiales		784,0	100,0			

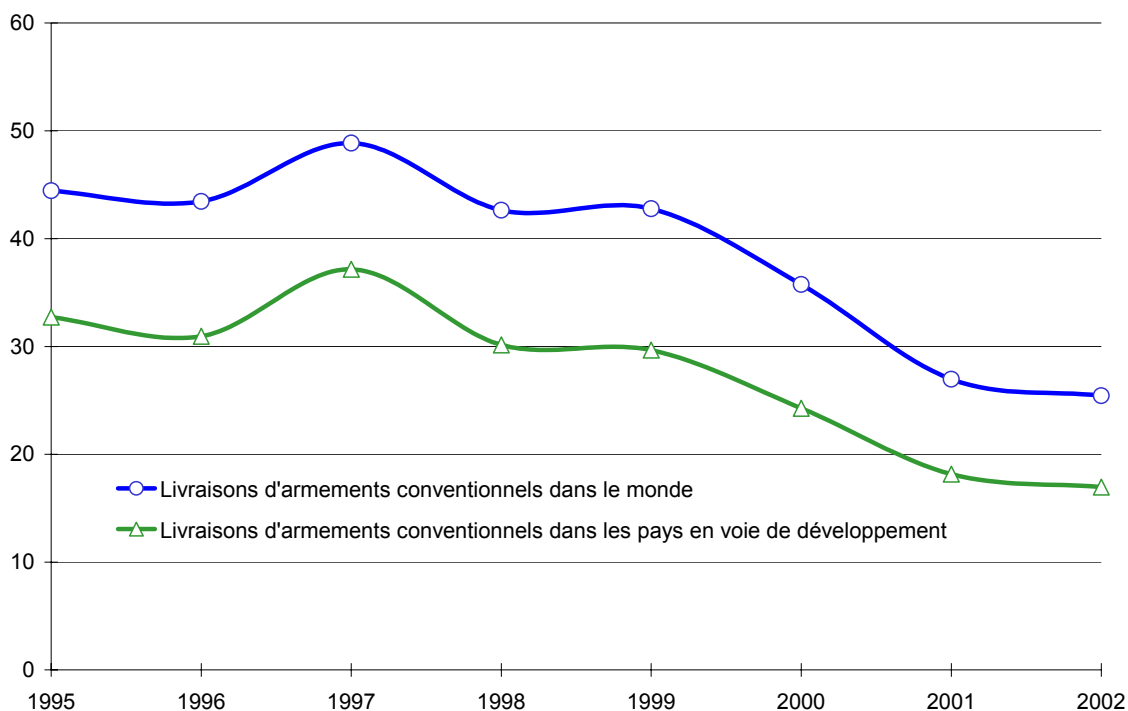
Graphique 2. **Comparaison SIPRI/CRS, 1987-2002 (1987 = 100)**



Graphique 3. **Transferts internationaux d'armements conventionnels, 1987-2002**
(en milliards de dollars, aux prix de 1990, source : SIPRI Yearbooks)

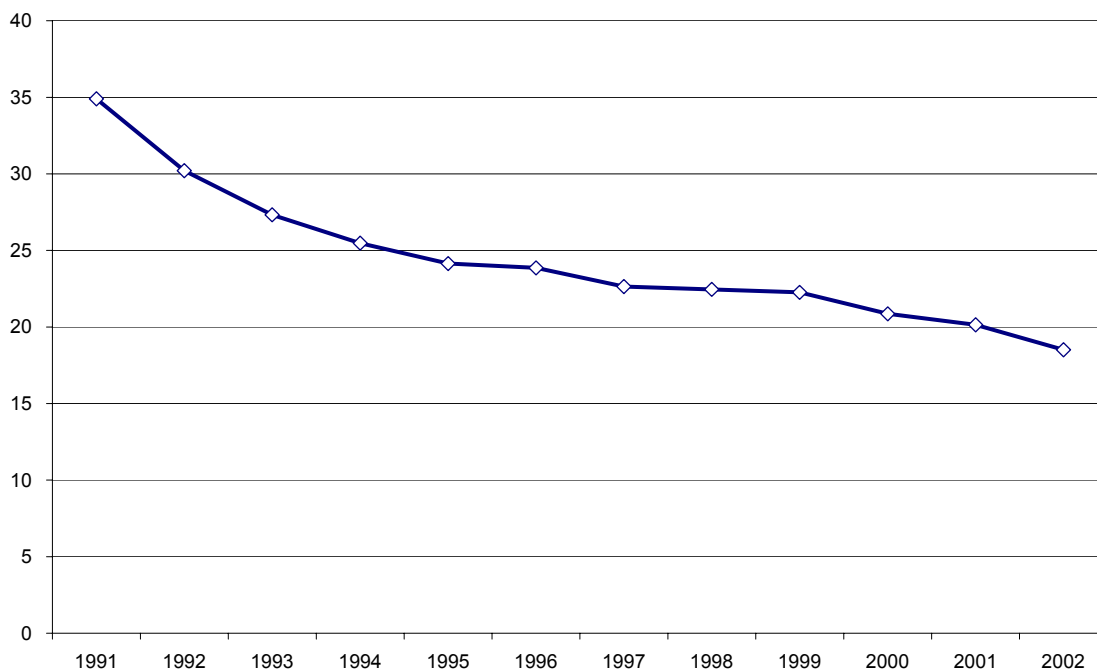


Graphique 4. Les livraisons effectives d'armements conventionnels, au niveau mondial et vers les pays en voie de développement, 1995-2002
en milliards de dollars, aux prix de 2002, source : CRS



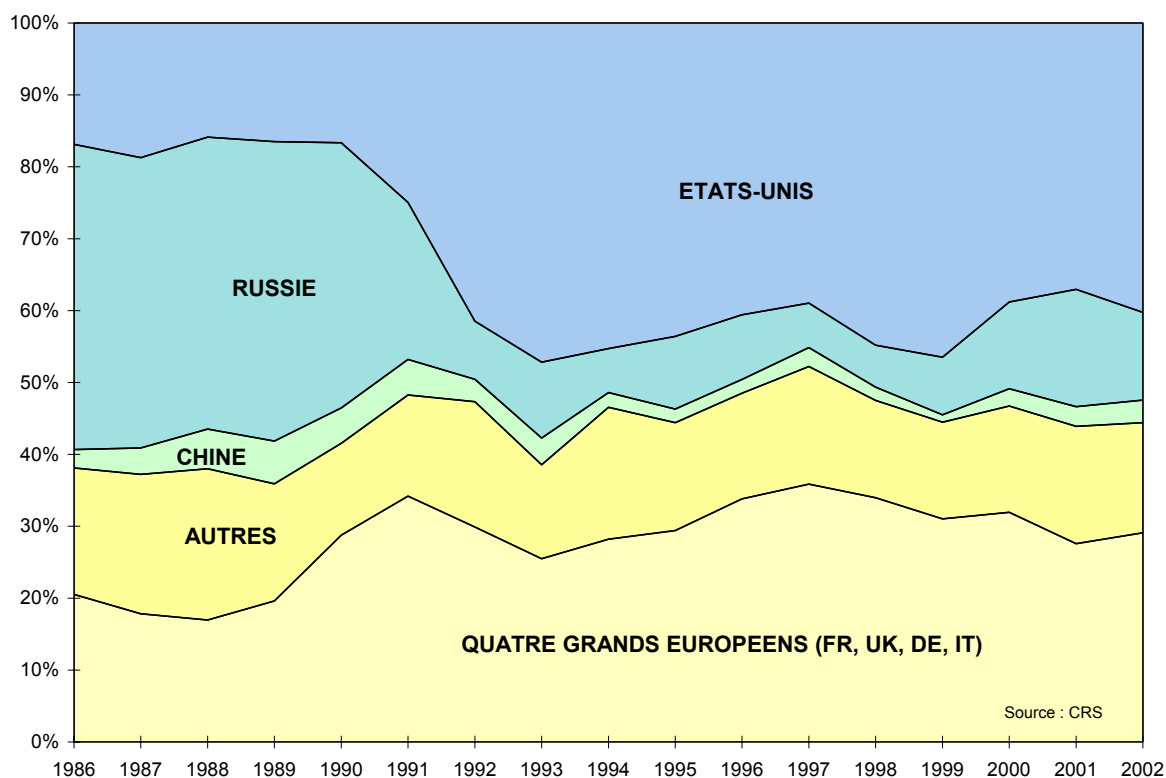
Source : Richard F. Grimmet, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*, CRS (Congressional Research Service) Report for the Congress, Washington, 22 septembre 2003.

Graphique 5. Tendence des transferts internationaux d'armements conventionnels, 1987-2002 (moyennes mobiles quinquennales), en milliards de dollars, aux prix de 1990, source : SIPRI Yearbooks



Note : La courbe représente un indicateur de tendance basé sur des moyennes mobiles de cinq ans ; La moyenne est pointée à l'année correspondant à la dernière année de la période de cinq ans (ex. : le point sur 2001 correspond à la moyenne de la période 1997-2001, le point sur 2000 correspond à la moyenne 1996-2000, etc.).

Graphique 6. **Les parts de marché, 1987-2002**
en milliards de dollars, aux prix de 2002, source : CRS



Source : Richard F. Grimmet, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*, CRS (Congressional Research Service) Report for the Congress, Washington, éditions successives.

Tableau 3. **Les 6 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, somme des totaux de 1998 à 2002, (en milliards de dollars, aux prix de 1990)**

Offre mondiale (Σ 1998-2002)	92,54		Demande mondiale (Σ 1998-2002)	92,54	
Etats-Unis	37,72	40,8%	Chine	8,82	9,5%
Russie	20,74	22,4%	Taiwan	6,82	7,4%
France	8,31	9,0%	Inde	4,82	5,2%
Allemagne	4,95	5,4%	Turquie	4,69	5,1%
Royaume-Uni	4,81	5,2%	Arabie Saoudite	4,36	4,7%
Ukraine	2,67	2,9%	Grèce	3,96	4,3%
<i>Part des 6 plus grands exportateurs dans l'offre mondiale</i>	85,6%		<i>Part des 6 plus grands importateurs dans la demande mondiale</i>	36,2%	

Source : SIPRI Yearbook 2003.

Tableau 4. **Déséquilibre dans l'emploi des ressources**

	Dépenses publiques d'enseignement		Dépenses publiques de santé		Dépenses militaires	
	En % du PNB		En % du PIB		En % du PIB	
	1990	1995-97	1990	1996-98	1988	1996
Monde	4,9	4,8	4,7	5,6	4,0	2,4
Pays en développement	3,5	3,8	1,9	2,2	3,1	2,4
Europe de l'Est et CEI	:	4,9	3,2	4,5	:	3,2
OCDE	5,2	5,0	5,2	6,2	3,6	2,3
Source :	PNUD 2000		PNUD 2000		PNUD 1999	

Tableau 5. **Une problématique de développement**

	Aide publique au développement nette <u>recue</u>		Aide publique au développement nette <u>versée</u>		Dépenses militaires		Service de la dette		Croissance annuelle du PIB par habitant 1990-2001
	En % du PIB		En % du RNB		En % du PIB		En % du PIB		
	1990	2001	1990	2001	1990	1999	1990	2001	
Pays en développement	1.6	0.6	-	-	-	-	4.3	6.1	2.9
dont Pays les moins avancés	11.9	7.5	-	-	-	-	3.1	2.9	1.2
CAD	-	-	0.33	0.22	-	-	-	-	-
États-Unis	-	-	0.21	0.11	5.3	3.1	-	-	2.1
Belgique	-	-	0.46	0.37	2.4	1.3	-	-	1.9
France	-	-	0.60	0.32	3.5	2.5	-	-	1.5
Source :	PNUD 2003								